



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Le climat oui, mais en tout respect des règles internationales..... 1

Point de mire : Buy American

É.-U./Canada : l'affaire *Buy American*..... 2

L'effet Buy American : entre propagation ou limitation?..... 5

Études économiques et articles connexes..... 6

Politique commerciale américaine

Le climat oui, mais en tout respect des règles internationales

Quatre anciens hauts placés de l'Administration W. Bush, H.W. Bush et Reagan ont envoyé une lettre solennelle à l'Administration Obama ainsi qu'au Congrès faisant état de leur inquiétude face au projet de loi *American Clean Energy and Security Act (Waxman-Markey bill)*, adopté à 219 voix contre 212 à la chambre basse du Congrès le 26 juin dernier. La lettre fut signée par Susan Schwab (USTR sous W. Bush), Carla Hills (USTR sous H.W. Bush), Clayton Yeutter (USTR sous Reagan) et William Brock (USTR sous Reagan).

« En travaillant ensemble, les responsables de l'Administration Obama chargés de la question climatique devraient être en mesure de créer un régime qui puisse éviter le protectionnisme déguisé, l'utilisation de subventions inadmissibles, la discrimination abusive ou encore, des distorsions économiques coûteuses. » *Susan Schwab, Carla Hills, Clayton Yeutter et William Brock, Déclaration de principes.*

Les signataires de la lettre, qui n'a pas encore été rendue publique, ont refusé de donner leur appui à la législation *Waxman-Markey* ni à aucune politique sur les changements climatiques. Ils ont noté, toutefois, qu'ils croyaient que combattre les changements climatiques constituait un défi colossal d'une importance internationale et ont affirmé que toute législation relevant ce défi devrait « aider » et non pas « nuire » aux négociations internationales. Selon les quatre républicains, une approche ferme appliquée unilatéralement dans la loi ne peut « qu'échouer ».



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

La lettre fait référence, entre autres, aux « rabais » contenus dans la législation *Waxman-Markey* visant à venir en aide, sous forme de subventions (potentiellement sujettes à des contestations juridiques sous les règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)), aux industries dites « vulnérables » à l'échec de marché. La lettre mentionne également l'enjeu des dispositions sur les frontières (possiblement contraires aux règles de l'OMC) dans la loi *Waxman-Markey*, qui pourraient obliger les importateurs américains à acheter des permis d'émission de carbone pour toute marchandise en provenance d'États non engagés dans la lutte contre les changements climatiques. Les importations peuvent également être exemptées de cette mesure si l'État exportateur : (1) adhère au Traité international sur les changements climatiques; (2) réduit plus rigoureusement ses émissions de gaz à effet de serre que les États-Unis; (3) signe des accords « sectoriels » avec les États-Unis sur les changements climatiques; (4) émet moins de gaz à effet de serre que les États-Unis dans un secteur précis. Ces dispositions pourraient également restreindre l'autorité présidentielle sur la fluidité du commerce transfrontalier d'ici 2020. À cet égard, Obama a déclaré le 28 juin dernier qu'en tant que Président, il lui manquait un veto pouvant annuler certaines dispositions (*line-item veto*), mais qu'il évaluerait l'efficacité de la législation avant de la signer. D'où l'importance, selon Obama, d'un Traité international parallèle au projet de loi sur les changements climatiques qui puisse prendre en considération les facteurs de compétitivité économique.

Source : Éditorial, « Former U.S. Trade Reps Warn Climate Bill Should Conform to WTO », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 33 - August 21, 2009, p. 7.

Point de mire : Buy American

É.-U./Canada: l'affaire Buy American

Le 20 août dernier, le ministre canadien du commerce, Stockwell Day, a écrit au Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, pour lui proposer une solution aux frictions commerciales américano-canadiennes autour des dispositions *Buy American* qui sont incluses dans le plan de relance économique (d'une valeur de 787 milliards \$ É.-U.) des États-Unis. À long terme, la proposition vise à ce que les deux pays n'empêchent pas leurs firmes nationales d'avoir accès aux contrats de leur gouvernement respectif. Les premiers ministres des provinces canadiennes ont déjà donné leur accord à la proposition et Day aurait déjà nommé le sous-ministre adjoint Scott Stevenson comme négociateur en chef pour le Canada. Reste maintenant à voir si les États-Unis accepteront.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

La proposition comprend deux phases. La première vise à permettre aux firmes canadiennes d'être « exemptées » des mesures *Buy American*, mesures qui ont jusqu'à présent tenu ces dernières à l'écart des contrats gouvernementaux offerts dans le cadre du plan de relance (*Government procurement contracts*). En échange, le Canada s'engage à permettre aux firmes américaines d'avoir accès aux contrats de ses gouvernements municipaux et provinciaux. À cet égard, il importe de souligner qu'à partir du 4 octobre 2009, le Canada menace d'exclure les firmes américaines de ses contrats municipaux et provinciaux si les États-Unis ne permettent pas aux firmes canadiennes de soumissionner pour obtenir des contrats liés au plan de relance économique des États-Unis. La seconde phase de la proposition envisage la mise en œuvre d'un nouvel accord bilatéral dans lequel les deux pays s'engageraient à tenir « ouverts de façon permanente » les contrats de leur gouvernement respectif à leurs firmes nationales. Selon Stockwell Day, cette phase est « essentielle pour éviter d'avoir recours au protectionnisme durant ces temps de difficultés économiques ». D'ailleurs, Ron Kirk and Stockwell Day devraient se rencontrer dans les semaines qui suivent pour examiner la proposition dans le cadre d'un dialogue approfondi. Le 24 août dernier, Day a déclaré lors d'une conférence téléphonique que Kirk désirait avoir plus de temps pour examiner la proposition et qu'en conséquence, son ministère lui laisserait le temps de réfléchir avant d'organiser une rencontre officielle.

Le « point de friction » est que les dispositions *Buy American* rendent obligatoire l'utilisation (donc l'achat) de matières premières de production américaine telles le fer et l'acier, de même que certains produits finis dans les projets d'infrastructures sensés relancer l'économie des États-Unis. Plus concrètement, les fonds fédéraux servant à acheter — *federal procurement* — des matières premières étrangères, notamment l'acier et le fer, serviront désormais à acheter des matières premières *nationales*. Cette section, très controversée tant à l'interne qu'à l'externe, stipule néanmoins que les mesures associées au *Buy American* ne doivent pas « violer » les obligations commerciales internationales des États-Unis, notamment dans le cadre des normes de l'OMC. De plus, sous le titre III du *Trade Agreements Act of 1979*, le Président des États-Unis conserve l'autorité de « lever » les dispositions du *Buy American* si elles contrevenaient au droit commercial international. Ainsi, tout État ayant signé le *World Trade Organization's Government Procurement Agreement* (GPA) ou ayant signé un accord de libre-échange avec les États-Unis — dont le Canada — devrait normalement être exempté des mesures *Buy American* et donc être capable d'avoir accès aux appels d'offres du gouvernement américain. Cela étant,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis, notamment le Canada et l'Union européenne, demeurent sceptiques. Ce qui les inquiète est le fait que plus de 14 États américains pourront dépenser leurs fonds reçus du fédéral en « contournant » les obligations internationales américaines, car ils n'ont jamais souscrit au GPA. Selon les hautes instances politiques américaines, il ne s'agit pas de protectionnisme. Certes, les fonds qui serviront à financer des projets d'infrastructures dans ces États proviendront du fédéral, mais sous forme de prêts ou de subventions. Pour Washington, ces types de fonds n'entrent pas dans la catégorie *federal procurement*. Autrement dit, donner des fonds à un État qui n'a pas souscrit au GPA ne constitue pas un acte de violation du GPA à proprement parler. L'argument américain se fonde sur le fameux principe de l'Union républicaine constitutionnelle. Par ailleurs, les provinces canadiennes n'ont pas signé le GPA et les règlements sur l'achat gouvernemental contenus dans l'ALENA ne s'appliquent pas à elles. Cela veut dire que tous les États américains sont libres d'exclure les firmes canadiennes des contrats financés par des fonds fédéraux.

Jason Myers, président de l'Association des manufacturiers et exportateurs canadiens, a déclaré dans une entrevue que les dispositions *Buy American* auraient jusqu'à présent « coûté à plus de 250 firmes canadiennes la perte de contrats offerts par le gouvernement américain. » Par conséquent, la Fédération canadienne des municipalités a voté, le 6 juin dernier, une résolution appuyant la mise en œuvre de politiques d'achat gouvernemental accordant une importance première aux firmes dont la maison mère « n'impose pas de restrictions commerciales aux produits manufacturés au Canada. » La Fédération appliquera ces mesures restrictives de réciprocité si la discorde n'est pas résolue d'ici le 4 octobre prochain. Dans l'entrevue, Myers a souligné que les contrats municipaux et provinciaux au Canada représentent un marché d'une valeur annuelle de 20 milliards \$ É.-U. Enfin, Perrin Beatty, le président-directeur général de la Chambre de commerce du Canada, a déclaré que la proposition de Stockwell Day serait très « positive pour les deux pays et pour leur communauté d'affaires respective ». Beatty a ajouté que cette proposition « fait du sens et pourrait mettre un terme aux menaces canadiennes de représailles. »

Sources : Éditorial, « Canada Offers Deal for U.S. to Waive Buy American Requirements », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 34 - August 28, 2009. Gloria Galloway, « Canada, U.S. agree to discuss Buy American waiver », *The Globe and Mail*, Wednesday, Aug. 26, 2009. [En ligne] : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/>.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

L'effet Buy American : entre propagation ou limitation?

Le Bureau du Représentant américain pour le commerce (USTR) tente tant bien que mal de rassurer l'Union européenne, la Chine, le Canada et la Corée du Sud sur le fait que les États-Unis respecteront leurs engagements en employant un langage juridique spécifique dans la législation garantissant que l'application des dispositions *Buy American* sera consistante avec les obligations politico-commerciales américaines. Le Président Barack Obama a d'ailleurs souligné lors d'une conférence de presse à la suite du Sommet nord-américain à Guadalajara (Mexique) que, contrairement à ce que certains pays peuvent penser, ces dispositions ne violent en aucun cas le droit commercial international et ne nuiront pas aux relations commerciales américaines.

L'USTR tente de contenir la propagation d'une mauvaise image des États-Unis depuis que des dispositions *Buy American* furent ajoutées dans plusieurs projets de loi votés dans la chambre basse du Congrès américain. Notons également la rencontre, le 13 juillet dernier, entre le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, et la Commissaire européenne pour le commerce, Catherine Ashton. Lors de cette rencontre, Ashton a tenu à faire savoir les inquiétudes de Bruxelles face aux conséquences probables des dispositions *Buy American* sur le commerce américano-européen. Ashton a également souligné le danger que de telles mesures n'engendrent des représailles de la part des partenaires commerciaux des États-Unis, comme c'est déjà le cas pour la Chine et le Canada. Pour sa part, Kirk a déclaré que l'Administration Obama et l'USTR s'efforcent de limiter « la propagation » des dispositions *Buy American* dans les législations commerciales américaines.

Cela dit, en dépit d'une demande pour que l'Union européenne fournisse une liste des firmes qui se retrouvent négativement affectées par les dispositions *Buy American*, personne n'est en mesure de déterminer jusqu'où l'Administration Obama est prête à aller pour limiter la propagation et ainsi, « confronter » le Congrès. Depuis que le plan de relance économique du Président Obama a été entériné en février dernier, des dispositions *Buy American* furent ajoutées dans le *Water Quality Investment Act* et dans le *21st Century Green High-Performing Public School Facilities Act*, votés respectivement à la chambre basse le 12 mars et 14 mai 2009. En revanche, aucune des deux législations n'a encore été votée au Sénat. D'autres dispositions *Buy American* furent ajoutées dans le *American Clean Energy and Security Act of 2009*, adopté par la chambre basse le 26 juin 2009, mais en attente d'être voté au Sénat. En outre, les clauses *Buy American* figurent dans le fameux *Energy and Water*



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 1er septembre 2009

Development Appropriations Act of 2010, qui stipule que les fonds fédéraux alloués pour cette législation ne peuvent être utilisés que pour des véhicules construits par Ford, General Motors ou Chrysler. Cette législation fut adoptée par la chambre basse le 17 juillet dernier. Le Sénat a également adopté cette législation le 29 juillet dernier, mais sa version ne contient pas de clauses *Buy American*. Décidément, les sénateurs américains semblent vouloir apporter un bémol à « l'effet de propagation » des clauses *Buy American*.

Sources : Éditorial, « Administration Working to Limit Spread of Buy American Provisions », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 34 - August 28, 2009.

Études économiques et articles connexes

Anders Aslund, « Control High Inflation, Not Exchange Rates », *Moscow Times*, August 26, 2009. [En ligne] :
<http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1287>

Arvind Subramanian, « The G-20: An Idea from India », *Business Standard* (New Delhi), August 26, 2009. [En ligne] :
<http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1286>

Courtney Schlisserman, « Manufacturing in U.S. Probably Grew for First Time in 19 Months », *Bloomberg*, September 1, 2009. [En ligne] :
<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601103&sid=av6c0taqNZ28>

Alistair Holloway, « Economy Bottoming, Demand Improving, Frontline Says », *Bloomberg*, August 28, 2009. [En ligne] :
<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601109&sid=apmRZU40eWBk>

Cristina Alesci, « Goldman Sachs Wrong on Economic Recovery, Macro Hedge Funds Say », *Bloomberg*, September 1, 2009. [En ligne] :
<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601208&sid=auGWGWInohNo>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca

